

29 juin 2021

Pour diffusion immédiate:

Des dirigeants d'organismes de bienfaisance, universitaires et du secteur privé exhortent Ottawa à limiter les fonds de garde d'enfants aux fournisseurs sans but lucratif/publics

Le Budget fédéral 2021 investit 30 milliards de dollars sur 5 ans afin d'établir un « [système pancanadien et communautaire de services de garde d'enfants de grande qualité](#) ». Il fait la comparaison entre un système de garde d'enfants de qualité et les écoles publiques : « Tout comme l'école publique offre aux enfants une éducation de qualité dans leur quartier, le gouvernement a pour objectif de veiller à ce que toutes les familles aient accès à un apprentissage et à des services de garde des jeunes enfants qui soient souples, abordables et de haute qualité, peu importe où elles vivent. »

Ottawa s'engage également à travailler avec les provinces et les territoires pour mettre en place un tel système en faisant appel « principalement [aux] fournisseurs de services de garde d'enfants du secteur sans but lucratif [...] tout en veillant à ce que les familles de toutes les places autorisées bénéficient de services de garde d'enfants plus abordables ».

La position fédérale est soutenue par [des preuves nationales et internationales](#) montrant que les systèmes de garde d'enfants dirigés par des fournisseurs sans but lucratif et publics sont plus inclusifs pour les familles à faible revenu et offrent des services de meilleure qualité à des coûts moindres.

Reconnaissant qu'une majorité des services de garde d'enfants au Canada fonctionnent maintenant comme des entreprises commerciales, l'intention ici n'est pas d'abolir les services de garderie à but lucratif, mais plutôt de s'assurer que les fonds publics ne favorisent pas leur croissance dans les programmes existants ou nouveaux. Les services à but lucratif qui répondent aux normes de qualité, qui demandent aux parents des frais réglementés par le gouvernement et qui sont financièrement transparents pour rendre compte des fonds publics recevraient un soutien.

Les fournisseurs sans but lucratif et publics sont les meilleurs partenaires des gouvernements pour bâtir un système de garde d'enfants pancanadien. Le secteur est en mesure d'offrir plusieurs choix flexibles et de qualité en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à toutes les familles, et ce, sans compromettre la qualité des programmes, ni la sécurité et les conditions de travail. L'expansion des partenariats avec les secteurs public et sans but lucratif aura des effets positifs multiples pour les enfants, les parents – surtout les mères –, la main-d'œuvre de la petite enfance, les communautés et l'économie en général pour les années à venir.

Les soussignés font les recommandations suivantes :

1. Cibler tous les investissements fédéraux destinés à l'expansion des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à travers le Canada exclusivement pour les fournisseurs publics et sans but lucratif.
2. Octroyer des investissements fédéraux en capital pour créer de nouvelles places en apprentissage et en garde des jeunes enfants et réaménager les places existantes, exclusivement pour les prestataires publics et à but non lucratif.
3. Investir dans les infrastructures publiques et sans but lucratif pour faciliter la planification et le développement efficaces des services de garde d'enfants.

Colette Murphy, Executive Director, Atkinson Foundation

Jean-Marc Chouinard, President, Fondation Lucie et André Chagnon

Laura Manning, Executive Director, Lyle S. Hallman Foundation

Marcel Lauzière, President & CEO, Lawson Foundation

Hon. Margaret Norrie McCain, Founder & Chair, Margaret and Wallace McCain Family Foundation, Inc.

Lyn Baptist, Past Chair, La Fondation de la famille J. W. McConnell

Neria Aylward, Executive Director, Jimmy Pratt Foundation

Gordon Cleveland, Associate Professor Emeritus Economics, University of Toronto.

Pierre Fortin, Emeritus Professor of Economics, Université du Québec à Montréal

Christa Japel, Professor in Education and Psychology at the Université du Québec à Montréal

Sarah Kaplan, Distinguished Professor of Gender and the Economy, Professor of Strategic Management, Director, Institute for Gender and the Economy, Rotman School of Management, University of Toronto

Paul Kershaw, University of BC School of Population Health, Human Early Learning Partnership, Director of UBC Masters of Public Health Program, Founder, Generation Squeeze

David Morley, President and CEO, UNICEF Canada

Charles E. Pascal, Professor: OISE/University of Toronto, Former Ontario Deputy Minister of Education, Former Early Learning Advisor to Premier of Ontario

Susan Prentice, Duff Roblin Professor of Government, University of Manitoba

Helen Sinclair, Former President, Canadian Bankers Association

Beverly Topping, Founder, Today's Parent

Armine Yalnizyan, Economist and Atkinson Fellow on the Future of Workers

Pour plus d'information veuillez contacter: info@ecdfwg.ca